

# DE LA FORCE PUBLIQUE AUX FARDC : ANATOMIE D'UNE ARMÉE VIRTUELLE INTRAVERTIE ET PERVERTIE.

## IV<sup>ème</sup> PARTIE

### 5.4.3 LA PRIVATISATION ET L'INTRAVERSION DES FAZ PAR LA TRIBALISATION

Comme mentionné à maintes reprises dans cette analyse, l'obsession du pouvoir a amené le président Mobutu à désorganiser, à privatiser et à tribaliser l'armée par la création des milices privées ou des groupes para militaires : Division Spéciale Présidentielle, le Service d'Action et de Renseignement Militaire (SARM), La Garde Civile (GACI, dont nous parlerons en détail plus bas), dirigée au cours de dernières années par ses proches parents ou les généraux de sa propre région d'origine. L'épuration de 1975, le carnage de 1978 et le nettoyage et la neutralisation qui s'en suivirent favorisèrent l'émergence des nouveaux cadres militaires originaires de la région de l'Equateur, berceau politico-ethnique de Mobutu et du Haut-Zaïre (Actuelle Province Orientale), une région autrefois **géopolitiquement** alliée à l'Equateur. Ce groupe d'officiers connut dès lors une ascension fulgurante :

**NZIMBI Ngbale, Kpama BARAMOTO, ELUKI, BOLOZI Gbudu Tankipama, MAHELE Lieku.** Dès lors, à l'intérieur de l'armée zaïroise, coexistèrent une double structure :

- La **Brigade Spéciale Présidentielle (BSP)**, créée en 1985 et entraînée par des instructeurs israéliens. Elle sera élevée en 1986 au rang de division (**DSP**) et dirigée par le feu General **Etienne NZIMBI Ngbale Kongo wa Basa**, un proche neveu du maréchal Mobutu, en lieu et place du luba Saint-Cyrien le feu Général **Célestin ILUNGA SAMAMANGA**, par une Ordonnance présidentielle du 13 février 1986. Elle aurait compté environ 15.000 hommes.
- Le corps paramilitaire et **Service d'Action et de Renseignement Militaire (SARM)**, Créé par une ordonnance présidentielle du 22 juin 1985 (modifiée par l' Ordonnance présidentielle du 24 novembre 1986 : attribution des chefs ; Ordonnance présidentielle du 10 janvier 1987 : Etat-major du SARM.) et dirigé par **MAHELE**.

Ces unités d'élite devaient protéger le pouvoir personnel de Mobutu et bénéficiaient de son attention personnelle. Pire encore, les rivalités entre ces unités «**privatisées**», qui se comportèrent comme des milices mises au service de personnalités ou d'intérêts financiers ; militaires non payés depuis des mois, ayant revendu munitions et uniformes; luttes d'influence entre la DSP, la Garde civile et le SARM. (Colette Braeckman in Le Monde diplomatique, Archives Février 1997). Le reste de l'armée (estimée à **50 000** hommes) était victime de la corruption et des pratiques illégales instituées par leur haute hiérarchie.

#### 5.4.3.1 Le cas de la Garde Civile (GaCi) : la manifestation de l'intraversion couplée de la perversion

En 1966, la Police Nationale dépendait du ministère de l'intérieur. Elle comptait environ **25000** hommes et avait pour mission d'assurer et de maintenir l'ordre et la sécurité publics dans les villes et les villages. Par Ordonnance présidentielle du 31 juillet 1972, la **Gendarmerie Nationale** fut créée en remplacement de la Police Nationale (dissoute par Ordonnance-loi du 31 juillet 1972). Elle fut placée sous l'autorité du ministère de la défense par Ordonnance-loi du 31 juillet portant intégration des éléments de la gendarmerie nationale au sein des FAZ dont elle constituait un peu plus de la moitié de l'effectif total. Elle comptait à sa création environ **21000** hommes et avait pour mandat d'assurer également l'ordre public. Elle a été très longtemps commandée par le Général Bolozi Gbudu Tanikpa, beau-frère du président Mobutu.

Elle était subdivisée en **2 composantes**, suivant le modèle belge de l'époque :

- La **Gendarmerie Territoriale**, qui gardait les mêmes missions que l'ancienne Police Nationale et
- La **Gendarmerie Mobile**, qui était une force paramilitaire et devait protéger le pays contre l'agression extérieure; et appuyer les unités de la Gendarmerie territoriale en cas de situations majeures d'atteinte à l'ordre et la sécurité publiques. La formation relative, le manque de discipline et les conditions lacunaires d'encadrement et de vie ainsi que la capacité organisationnelle limitée ne leur rendirent l'exercice de leurs missions difficiles et souvent inopérant.

Vers la fin des années 70, elle comptait environ 30 000 hommes, répartis sur 11 circonscriptions (**Circo**), soit une «Circo» par région du pays. (Dans le jargon kinois, le terme «**Circo**» désignait le lieu de détention provisoire situé au siège de l'ancienne circonscription provinciale de gendarmerie de la capitale, devenue depuis 1998 l'Inspection provinciale de Kinshasa (IPK). Elle est située dans la commune de Lingwala, en face du Palais du Peuple). La «Circo» de la gendarmerie de Kinshasa, disposait également d'une unité spéciale de triste mémoire: la

**Brigade Spéciale de Recherche et de Surveillance (B.S.R.S.)**, chargée des investigations de police criminelle dans les crimes de droit commun d'une particulière gravité, et dont des membres ont participé de façon avérée à des arrestations de nature politique. Cette unité de gendarmerie assurait les missions dévolues auparavant au redouté **2ème Bureau** de l'Etat-major de la Gendarmerie (**B2**, service de renseignement et d'action chargé, notamment, de la sécurité des 24 zones (communes) composant la Ville de Kinshasa). Au contraire des gendarmes de la Brigade mobile qui exerçaient généralement leurs missions de maintien de l'ordre ou de police judiciaire en uniforme (béret noir pour la Gendarmerie), les agents de la BSRS sévissaient par contre en tenue civile.

Au début des années 1980, un petit groupe composé de jeunes civils accompagnés par quelques officiers et sous-officiers est envoyé en Bavière pour un stage de police. Ce qui est déjà alarmant est que le groupe était essentiellement composé de ressortissants de la tribu Ngbandi, à l'exception remarquée de l'adjudant Mbongo Seyi qui est Budja. Ce stage avait été négocié par Mr. MANDUNGU Bula Nyati et Mr. Baramoto Kpama Kata, alors cadre dans la territoriale. Au retour du groupe d'Allemagne, les militaires rejoignent leurs unités d'origine tandis que les civils restent en attente de la création de la garde civile.

En 1984, la décentralisation politique entraîna la décentralisation de la police et une nouvelle police nationale d'élite vit le jour. **La Garde Civile (GACI)**, créée le **28 août 1984** par l'**Ordonnance-loi** du Maréchal MOBUTU n° **84-036** portant création de la **Garde Civile**, comptait avec environ **10000** Hommes bien entraînés, équipés et entretenus. Ils ont été particulièrement opérationnels dans les postes frontières. Sur le plan local, la Gendarmerie resta active. Elle restait toujours présente mais sous payée et sous équipée et mal formée et très peu entraînée. D'où, elle commençait à rançonner la population civile. (Nadia Nsayi, op. cit., p.37). Les attributions de la garde civile ressemblaient à s'y méprendre à celles de la gendarmerie nationale qui existe déjà. Double emploi ou tentative, à terme, de supprimer la gendarmerie (Gén. Ilunga Shamaga). Une situation **perverse** qui vit deux forces de police, poursuivant les mêmes missions coexister concurremment l'une à côté de l'autre.

Pour la majorité des zaïrois, le terme "**Garde-Civile**" signifiait **une police** ayant pour **mission d'assurer la protection** de la population "**civile**" contre les exactions et les brimades des militaires en général et des gendarmes en particulier...Curieusement, le Journal Officiel de la Présidence dans lequel était publié toutes les ordonnances du président Mobutu, définissait clairement les missions et l'organisation de cette unité et y mentionnait noir sur blanc que la **Garde-Civile** avait pour mission essentielle : **L'anti-terrorisme et la protection des frontières nationales**. (Mandungu Bula Nyati IV, "L'HERITIER...")

A sa création, le président général de GACI sera un civil, Monsieur **MANDUNGU BULA NYATI**, dans l'optique de conférer un caractère «**civil**» (protection de la population civile) à cette unité paramilitaire, dont le recrutement, élitiste, se faisait sur base de critère de détention du diplôme d'Etat d'études secondaires. Malheureusement, il a fallu un an pour débarquer Mr. MANDUNGU, l'**homme de la méritocratie** et deux hommes pour lui succéder. Le premier Mr. **SAMPASA KAWETA** ne fera que quelques mois à la tête de la Garde-Civile. Très vite, il va se rendre compte que la GACI n'avait rien à avoir avec la JMPR qu'il avait dirigée et peut être son flair politique va lui faire comprendre que son Secrétaire général Mr Philémon BARAMOTO KPAMA était le vrai patron ou le vrai "**héritier tribal**" de l'œuvre inachevée de Monsieur MANDUNGU. Mr. SAMPASA cèdera sa place une année après à Monsieur **KONDE Vila Kikanda** qui passera le flambeau **deux semaines après** sa nomination à Monsieur **KPAMA BARAMOTO KATA**.

Revêtu du grade de «**l'élite générale de paix**», le grade le plus élevé dans la hiérarchie de la Garde-Civile, le nouveau Président général BARAMOTO va **réorganiser le Corps** suivant l'**humeur sociopolitique** du moment, marquée durant la période 1988-1992 par une **contestation de l'ordre politique** établi, canalisée par l'**UDPS**, les **FONUS**, le **PALU**, les étudiants, l'Église Catholique et d'autres organisations de la société civile. Les manifestations politiques souvent organisées par les groupes sociaux dépassaient les capacités opérationnelles, matérielles et humaines de la Gendarmerie nationale. D'autre part, la Gendarmerie Nationale était généralement composée à l'époque de militaires très âgés, dépassés par leurs charges familiales, qui commençaient progressivement à adhérer à la nouvelle tendance politique «**républicaine et démocratique**» en vogue à l'époque et véhiculée par les groupes sociaux et politiques précités. Ce qui la rendait assez inefficace et réticente dans la répression des manifestations et contestations de rue. Pour faire face à cela et mieux remplir les tâches de maintien de l'ordre, Mr. BARAMOTO va mettre sur pied au sein de la Garde Civile **2 unités d'élite et d'assaut**, spécialisées dans la répression de manifestations, les **F.I.R.** (Forces

d'Intervention Rapide) et les **F.I.S.** (Forces d'Interventions Spéciales), majoritairement composées toutes les deux d'ex-agents et superflics de l'A.N.D.1 et du S.N.I.P. (Service National d'intelligence et de Protection)

Pire encore, Mr. BARAMOTO va donner une interprétation personnelle à cette nouvelle mission ou plutôt, à la manière dont l'entendait la toute puissante mais invisible "**mutualité**" **Ngbandi** qui avait le vrai pouvoir de décision dans tout domaine touchant la sécurité du Zaïre. Une **introversion** et une **perversion** de trop de la mission de ce corps d'élite. En effet, à l'opposé de ses prédécesseurs MANDUNGU et SAMPASA qui voulaient un corps élitiste composé exclusivement de cadres universitaires et de diplômés de l'enseignement secondaire (Extrait tiré de l'ouvrage "Les armées du Congo-Zaïre, un frein au développement" du Colonel **Kisukula Abeli Meitho**...ex "secrétaire particulier" de Baramoto), l'**élite générale de paix** opta pour un corps populaire recrutant ainsi ceux qui n'avaient pas terminé leurs études secondaires, notamment dans son environnement socio-ethnique. C'est le cas de **2 énergumènes, ostrogoths** : **NZAPALI**, alias le «**ROI DES BÊTES**»<sup>2</sup> et **ZONGADA BARAMOTO** dit «**ZING-ZONG**», (ancien sergent puis capitaine transfuge de la DSP). Deux specimen extraits par leur proche parent le général BARAMOTO, de leur travail de manutentionnaires au port de l'Onatra à Lisala, pour être purement et simplement parachutés jusqu'à devenir **colonels** à la tête de cette cohorte ethno-tribale censée constituer le socle du dispositif de sécurité intérieure du territoire national (Jacques Matanda-ma-Mboyo in Congoonline, le 17 mars 2000). Dépravant de ce fait même la devise chère à Mr MANDUNGU, déjà en soi perverse au regard de la notion républicaine d'un service de puissance publique: "**Toujours le meilleur pour défendre le guide et le peuple zaïrois**".

Le général Ilunga Shamanga écrivit ceci à propos de la GACI : « *A sa création, la garde civile a bénéficié de la coopération allemande. Par la suite, les Egyptiens sont venus prendre la relève des allemands. Cette coopération égyptienne offrira des stages d'état-major dont le contenu n'a jamais été clair. Je ne connais pas d'officiers supérieurs de nos forces armées qui aient été en mesure de préciser le niveau de stage d'état-major auquel les officiers zaïrois de la garde civile étaient soumis en Egypte. Je ne mets pas en doute un seul instant la valeur de formation militaire que les égyptiens donnent à leurs officiers. Ce qui m'a toujours inquiété, c'est plutôt la qualité de certains hommes que le commandement de la garde civile choisissait pour suivre ces stages en Egypte... Nous avons ainsi eu l'occasion de voir des officiers zaïrois **notoirement illettrés**, proches ou affidés de Baramoto, être désignés pour des stages dans une école de guerre égyptienne et revenir avec le titre de breveté d'état-major. Ce qui était formidable dans ces stages c'est que tout le monde réussissait. Cela a permis à la garde civile de compter dans ses rangs une panoplie d'officiers à la formation chamarrée et douteuse. Difficile dans ces conditions d'obtenir que les hommes respectent certains de leurs cadres dont ils connaissent les insuffisances. Au départ bien équipée et comptant en son sein des jeunes gens plutôt corrects, la garde civile a fini par verser dans le clientélisme et le népotisme*».

Cette **perversion** ouvrit grandement la porte à la **subversion** qui conduisit la garde civile à prendre une part active et remarquée aux deuxièmes pillages perpétrés en janvier 1993 par des éléments des forces armées.

---

1 **L'agence nationale de documentation** (AND) est un service de renseignement **zaïrois** créé par l'ordonnance n°83-193 du 3 novembre 1983 et dissous en 1997. Le 25 juillet 1985, une ordonnance modificative fut adoptée afin d'en préciser ses attributions et son fonctionnement interne, en ce compris: 1° "la recherche, l'interprétation et la diffusion des renseignements politiques, économiques, sociaux, culturels et autres intéressant la sûreté de l'Etat" ; 2° "la recherche et la constatation des infractions contre la sûreté de l'Etat, la surveillance des personnes suspectes d'exercer une activité de nature à porter atteinte à la sûreté de l'Etat" ; 3° "la police des étrangers" ; 4° "l'identification dactyloscopique des Zaïrois"<sup>1</sup>. Dans ses objectifs primaires, l'AND était donc le service de renseignement intérieur et extérieur du régime du Président MOBUTU, qui en avait légalement "**l'autorité personnelle et directe**". Sur le plan fonctionnel les départements de cet organisme (Secrétariat général, Services de documentation intérieur et extérieur) étaient néanmoins supervisés par un Administrateur général, portant le titre de commissaire d'Etat, et 2 Administrateurs généraux adjoints. D'obédience civile, ce service avait des missions différentes du Service d'Action et de Renseignements Militaires (SARM) qui était le corps de renseignement des armées et du contre-espionnage militaire.

2 Selon le journal **Le Potentiel du 01-10-2003** : Le Roi des bêtes sera arrêté par la police néerlandaise, puis condamné pour des faits de torture commis à Kin à l'endroit d'une victime qui l'aurait reconnu de son Exil en Hollande. C'est le colonel Nzapali qui dirigea, entre 1990 et 1995, la fameuse base « Joli site », vers Mitendi, dans la commune de Mont Ngafula, où des Sud-africains recrutés par le grand léopard, formaient les « **hiboux** », ces **escadrons de la mort** qui ont semé la terreur dans les rues de la capitale, à bord des jeep 4X4 et des pajeros aux vitres teintées. Un ex-élément de la Garde-Civile ayant requis l'anonymat, affirme que c'est, entre autres, les « **hiboux** » qui exécutèrent la sale besogne du **16 février (le massacre des chrétiens) sous le commandement du « roi des bêtes**». La même source a indiqué au Potentiel que dans sa suite, Nzapali se promenait avec des armes redoutables comme les lance-roquettes, les mi-sections et les MAG. Ses hommes dont l'une des consignes était de ne jamais parler à personne, opéraient souvent avec des cagoules. Il est fort probable que les plasticages enregistrés à l'époque à Kinshasa, notamment celui de l'imprimerie du Zaïre, aient été encore l'œuvre des hommes du neveu de Baramoto. En 1995, il sera commandant au détachement de la Garde civile à Matadi, dans le Bas-Congo, avant de revenir à Kinshasa, peu avant la chute du régime, où il sera mis à la disposition de l'état-major général des FAZ. Mais avant de passer à la Garde-civile, Nzapali fut capitaine de la non moins fameuse DSP, la division spéciale présidentielle, à Kibomango.

Quant à **Zing-Zong**, selon des sources concordantes, il se serait terré à Brazzaville, où il aurait même tenté de se suicider après une expérience, sans succès de la vie d'évangéliste. **Le Potentiel du 01-10-2003**.

De plus, ce Corps d'élite abandonnant progressivement sa mission première, celle de la **police** pour davantage se **militariser**. Cela, en vue de mieux faire face, par des répressions musclées, à la nouvelle donne de contestations politiques intérieures croissantes qui rythmaient la vie sociopolitique dans les grands centres urbains de la RDC. Cette militarisation se concrétisa dans les nouvelles structures créées par l'Ordonnance-loi n° **92-002 du 14 mars 1992**, portant **modification** de l'Ordonnance-loi n° **84-036 du 28 août 1984**, portant **création et organisation de la Garde Civile** du Zaïre. Le poste de **Président général** qui semblait avoir un **caractère civil et politique** devint **Commandant général**. Un **Etat-major** fut créé à l'instar des autres états-majors des Forces armées zaïroises. Il y eut une équivalence des grades avec ceux des FAZ. Ainsi, les grades comme **Élite générale de paix**, **Élite majeure de paix**, **Élite spéciale de paix**, etc. qui n'étaient pas maîtrisés par les militaires et la population civile cédèrent le pas aux grades de **Général d'armée**, **de Corps d'armée**, **de Division**, etc. Cette ordonnance-loi eut un **impact** sans précédent dans les **rapports** entre les **FAZ** et la **Garde Civile**, d'une part, et entre le Général BARAMOTO et les autorités militaires, d'autre part. Il est à rappeler que le Général BARAMOTO s'était battu pour que cette ordonnance-loi de 1992 soit signée et promulguée. A cet effet, dans son ouvrage intitulé "*Les armées du Congo-Zaïre, un frein au développement*", le Colonel **Kisukula Abeli Meitho**, ex-secretaire particulier" de BARAMOTO écrit ceci : «*Ce projet d'ordonnance-loi qui fut préparé dans mon cabinet ne fut pas signé et promulgué si facilement. Plusieurs fois, le Général Baramoto ne voulant pas soumettre lui-même ce projet d'ordonnance-loi à la signature du Président de la République, l'avait remis à ses collègues et amis Mavua et Eluki, qui se rendaient à Gbadolite. Mais le document était souvent «perdu» entre l'aéroport de Ndjili et Gbadolite. Certainement les «porteurs» n'étaient pas d'accord avec ce projet d'ordonnance-loi malgré leur «amitié» pour Baramoto. Je me rappelle qu'une autre fois le Général Baramoto avait même suivi le Général Eluki à l'aéroport de Ndjili pour lui remettre pour la seconde fois ce projet d'ordonnance-loi bien gardé dans une chemise spéciale réservée au Commandant suprême; il l'avait soigneusement rangé dans sa mallette où il gardait les documents qu'il comptait soumettre à la lecture du Commandant suprême. Mais, encore une fois, le document fut perdu.*

Il poursuit : «*Le Général Baramoto se décida finalement à soumettre lui-même ce projet à la signature du Président de la République. Il se rendit à Gbadolite où il fut reçu par le Président Mobutu. Il lui soumit ce projet d'ordonnance-loi qui fut signé en sa présence. Il le récupéra et le rapporta à Kinshasa. De l'aéroport de Ndjili, il m'appela au téléphone : «Ton document vient d'être signé !» Il l'amena lui-même au Bureau du Président pour mettre le numéro et apposer le sceau. Dans l'après-midi, il confia le document à un journaliste des FAZ pour diffusion aux antennes de la télévision nationale* ».

«*Immédiatement, le Général Baramoto abandonna le grade d'Élite générale. Il porta d'abord le grade de Général de corps d'armée. Je lui avais posé la question de savoir pourquoi il avait porté le grade qui n'équivalait pas à celui d'Élite générale de paix. Il me répondit que cela était la volonté du Maréchal. Et que le Chef d'État-major général des FAZ étant général de Corps d'armée, il n'était pas sage de porter un grade plus élevé que lui. Il m'informa toutefois que le Maréchal lui avait promis de régulariser cette situation dans un bref délai. C'est ainsi que dans le cadre de la promotion des officiers des FAZ, cinq généraux de Corps d'armée furent nommés généraux d'armée, à savoir: Eluki, Kikunda, Boteti, Mavua et Baramoto* ».

Lentement mais sûrement, la **Garde civile** rejoignit le reste des forces armées dans le **dénuement** et l'**indiscipline**, sans y être **intégrée**, les officiers de la Garde civile se sentirent à l'aise dans leurs nouveaux grades, mieux maîtrisés par les militaires et les civils. Mais les militaires des FAZ étaient sceptiques et méfiants à l'égard de cette nouvelle situation. Les officiers des FAZ, détachés à la Garde civile, prenaient soin de porter leur insigne distinctif de formation ou d'appartenance à une unité des FAZ. De cette manière, leurs collègues des FAZ les identifiaient facilement et remodelaient les relations. Je me rappelle encore de cette méfiance ressentie personnellement à l'époque. En effet, officier-gendarme de formation à l'ERM que j'étais, il arrivait que lors des cérémonies officielles où nous devrions porter des uniformes de gala ou d'apparat, grande a été notre surprise de constater que des officiers de la GACI portaient exactement les mêmes uniformes de cérémonie que nous. La confusion s'installa ainsi au sein de nos forces armées et de police. Contrairement à ses prédécesseurs qui étaient habillés en tenue civile, monsieur Baramoto s'est fait tailler un bel uniforme avec, à la clé, quatre étoiles sur les épaulettes ! Choc dans les rangs des forces armées ! «*J'entends encore le sage général d'armée Synga Boyenge, gloser sur les quatre étoiles de Baramoto*», s'exclama le feu général Ilunga Shamanga.

Le colonel Kisukula écrit enfin : «*Le Général Baramoto acceptait de collaborer étroitement avec les FAZ lorsque ses intérêts étaient protégés et s'en détachait lorsqu'il se sentait menacé. J'avais plusieurs fois préparé des notes dans lesquelles il fallait soutenir: tantôt que la Garde civile avait des missions militaires et cela à chaque fois que les hommes politiques voulaient la rattacher au Ministère de l'Intérieur en tant que Police (le Général Baramoto voulait que la Garde civile soit toujours rattachée au Ministère de la Défense nationale) ; tantôt, il fallait prouver que la Garde civile n'était pas partie intégrante des FAZ et cela c'était lorsque le Gouvernement voulait intégrer la Garde civile dans le budget des FAZ, car le général Baramoto voulait une autonomie financière* ».



1997-L'auteur en tenue de gala de la Gendarmerie Nationale Zairoise. Les éléments de la GACI portaient également la même tenue.

Par ce subtil stratagème **pervers**, BARAMOTO parvint à contrôler **seul** la **Garde-Civile** et à faire des incursions dans le Commandement des FAZ, occupant même un temps, aux côtés du général ELUKI, la fonction de chef d'état-major adjoint des FAZ, puis celle de chef d'état-major des FAZ entre novembre et décembre 1996 (Kisukula Abeli Meitho, *La désintégration de l'armée de Mobutu à Kabila*, L'Harmattan, Paris, 2001)

Le commandement militaire des FAZ était de plus en plus politisé, sinon tribalisé, ou tout au-moins régionalisé. Les unités étaient majoritairement commandées par les officiers de la région de l'Équateur dont était originaire le Président de la République, commandant suprême des FAZ. **Sur la trentaine de généraux** que comptait l'armée, au moins une bonne **vingtaine** provenait de l'**Équateur** et du **Haut-Zaïre**. Les officiers généraux et supérieurs excellaient dans l'**art de l'apparat** (ou de paraître). Ils s'étaient lancés dans les **affaires**, surtout le commerce et le trafic de diamant et de l'or. Leurs associés étaient des **libano-pakistanaï**s propriétaires de comptoirs et magasins. Ces officiers ne se souciaient que très peu de l'encadrement de leurs effectifs, de leurs conditions de vie et de travail; ainsi que de leurs capacités effectives au combat.

Au sein des FAZ, il y avait la politique de deux poids, deux mesures: tous les avantages allaient aux unités d'élite, les autres devant se contenter des miettes. L'unité la plus lotie était naturellement la DSP, la garde présidentielle, que Mobutu avait soigneusement équipée pour sa sécurité personnelle. La DSP était une armée dans l'armée. Elle était constituée majoritairement d'officiers, de sous-officiers et de soldats très bien entraînés provenant non seulement de la même région que le président, mais aussi de la même tribu que celui-ci. Mieux soignée et mieux équipée, elle était aussi la plus agressive, prompte à réprimer toute action contre le régime. C'était en fait la garde prétorienne et ses membres se comportaient avec une arrogante assurance. C'était également le cas pour la Garde Civile. Toutefois, il faut le reconnaître, malgré ses écarts de vie de privée et le goût «des affaires», le général de paix BARAMOTO a été l'un des rares généraux à avoir très bien entretenu les hommes sous son commandement, tant en équipement qu'autres avantages sociaux et pécuniaires. J'ai presque rarement rencontré un garde civil qui n'ait été reconnaissant envers lui.

C'est un mérite que l'humilité intellectuelle m'impose de lui conférer; ce, au moment où l'armée était devenue une classe des laissés-pour-compte. Notamment au sein de la DSP où la plupart des militaires non originaires des tribus proches aux Ngbandis commençaient à être abandonnés à leur triste sort par leurs officiers-généraux, intéressés à **gonfler leur effectif** pour bénéficier des dividendes issues des **listes fictives** pour la paie de la solde et autres primes, ainsi des équipements devant entretenir cette unité d'élite.

Le tableau sombre de l'introversion de la GACI, plutôt de sa haute hiérarchie, ne doit pas faire oublier que cette unité a connu en son sein bon nombre d'éléments de valeur, qui ont plutôt servi l'Etat en maintenant cet esprit **élitiste**, dans son sens le plus noble, voulu par la devise mentionnée plus haut chère à MANDUNGU. C'est le cas notamment du Lt-Colonel Louis-Segond KARAWA, ancien chef de la sécurité du premier ministre Léon Kengo wa Dondo, du lieutenant Thierry KASHAMA, du détachement de l'aéroport de Ndjili ou encore du Général Benjamin ALONGABOMI, pour ne citer que ceux-là. Du fait de cette homogénéité paradoxalement réussie par Mr. BARAMOTO, il n'est pas étonnant de constater que la nouvelle Police Nationale Congolaise, notamment à Kinshasa, ait été bâtie autour du reliquat de la GACI en 1997. Raison pour laquelle Mr. BARAMOTO a souvent été systématiquement pointé du doigt par les nouveaux maîtres de Kinshasa chaque fois que des bruits insurrectionnels ou de rébellion circulent en RDC.

#### **5.4.4 Vers les temps de la fin des FAZ**

**Juillet 1979** : Les éléments des FAZ et la brigade minière de la Société minière de **Bakwanga** (MIBA) au Kasai-Oriental mènent des opérations punitives sur divers sites dans l'intention de disperser les petits creuseurs de diamants indépendants. **Les attaques** sont conçues de manière à **tuer par balle** ou par **noyade**, de nombreux creuseurs pris au piège n'ayant d'autre issue que de se jeter dans le tourbillon de la rivière. Une première opération menée le **4 juillet à Luamwela** cause la **mort de 150 creuseurs**. Une seconde opération de plus grande ampleur est menée le **19 juillet** sur le site de **Katelakayi**. Officiellement, l'opération aurait causé la **mort de 22 creuseurs**, dont un seul tué par balle. Selon **quatre parlementaires**, dont **Etienne TSHISEKEDI, qui dénoncent les faits, l'intervention des FAZ** aurait causé la **mort de plus de deux cents creuseurs** (Kabuya Lumuna, 1982 : 109). Des enquêtes plus poussées feront état d'au moins **140 morts**, dont **97** nommément recensés (« *Les massacres de Katelakayi et de Luamwela* », 1982 : 72-106 ; Boissonnade, 1990 : 292-293; Comité Zaïre, 1982: 2; Missier, Vallée, 1997: 161-62). Ces événements seront entre autres à la base de la fameuse « **Lettre des 13 parlementaires** », créant une fronde dont **Etienne TSHISEKEDI wa MULUMBA** prendra le **leadership** et déboucheront à la **création de l'UDPS en février 1982**.

**15-16 novembre 1984** : Les FAZ opèrent une sanglante répression à Moba (Katanga) après l'attaque éclair menée deux jours plus tôt par les rebelles du **PRP** de Laurent-Désiré KABILA. Plusieurs douzaines de civils soupçonnés de connivence avec la rébellion sont exécutés à Moba durant la seconde quinzaine de novembre 1984. La répression se poursuit jusqu'en décembre 1985 dans tout le secteur de Moba-Kalemie, faisant un nombre indéterminé de victimes. (Amnesty International, 1986: 3-9 ; Kennes, 2003: 287; Wilungula, 1997: 97).

##### **5.4.4.1 Du choc de la perversion et de l'intraversion jaillit la subversion (= pillages et terrorisme d'Etat).**

L'état d'**indiscipline (perversion)** au sein des FAZ devient à nouveau apparent en 1990. **L'assistance technique militaire étrangère au Zaïre a disparu après la fin de la guerre froide**. De plus, Mobutu avait délibérément laissé les conditions de vie et de travail des militaires se détériorer progressivement dans la mesure où, à la suite de différentes épurations successives qui ont quasiment nettoyé les FAZ d'une bonne partie de leurs meilleurs éléments, l'armée ne constituait plus **une menace contre sa personne** et n'avait **aucune emprise sur son pouvoir (intraversion)**. Mais l'abandon des militaires avait atteint un point tel qu'en Septembre 1991 puis en Janvier 1993, des troubles intérieurs importants agitent le Zaïre. Les parachutistes du camp CETA furent les instigateurs de ces troubles en protestant contre les bas salaires et les arriérés de paiement de leurs soldes. Des **pillages** qui se sont généralisés partout dans la Capitale, s'étendant aux populations civiles et à l'intérieur du pays, jusqu'à **menacer le maintien du régime de Mobutu (subversion)**. Le Maréchal eut son **salut une fois de plus** et comme **d'habitude**, grâce à l'intervention de la **Légion Etrangère française** qui monta L' «**Opération Baumier** »<sup>3</sup> en coopération avec **l'armée belge**, qui

---

<sup>3</sup> Un groupement d'intervention est formé à partir des unités du dispositif Epervier au Tchad et des Eléments Français d'Assistance Opérationnelle (EFAO) en RCA. Les 1ère et 3ème compagnies de la 2ème Légion Etrangère Interarmes (REI) ont pour mission de contrôler le centre administratif de Kinshasa, d'assurer la sécurité de l'ambassade de France et de regrouper les ressortissants français belges, américains, pakistanais, libanais et indiens. La 3ème compagnie sera chargée de récupérer quelques coopérants et missionnaires de l'ordre de Malte qui durent quitter leur mission de Bangabula. Ils parviendront à l'évacuation de 8000 expatriés. En novembre 1991, les troupes françaises se retirent.

mettra en place L'«**Opération Blue Beam**» (Rayon Bleu). Il n'y a pas meilleure illustration de la **trilogie: intraversion-perversion-subversion** que les événements de deux pillages. Notons par ailleurs que par ces actes de pillage, l'ambassadeur de l'époque de France au Zaïre, M. **Philippe Bernard**, a été atteint d'une balle mortelle à la fenêtre de son bureau de l'ambassade, à Kinshasa, le jeudi 28 janvier 1993. Du côté des FAZ, pendant que la **pléthore des généraux tribaux** qui constituaient la majorité de la haute hiérarchie des **FAZ** se terraient comme des lapins dans leurs bunkers, incapables de défendre leur «**frère-président**» à qui ils étaient **doublement liés** par le **sang** (tribal et mystico-ésotérique); seuls les généraux MAHELE et MUKOBO, avec quelques éléments de la DSP et du SARM, auront le courage et l'habileté d'affronter et de mâter la horde des mutins enragés qui se livrés aux pillages en 1991 et 1993. Ils parviendront à obtenir le retour au calme des mutins et leur encasernement. Tout cela, pendant que les généraux « ngbandis » de la DSP et de la GACI brilleront par leur absence sur le théâtre des opérations; tout en continuant d'exceller dans leur œuvre militaire destructive préférée : le terrorisme urbain, l'oppression de la population civile, les détournements de fonds destinés aux FAZ, l'affairisme, le népotisme..., intravertissant davantage les FAZ.



**Paras belges de l'Opération Blue Beam** lors des Pillages à Kinshasa en 1991. La mission de cette Opération était la protection des Occidentaux et la préparation de leur évacuation des trois villes principales que sont Kolwezi, Lubumbashi et Likasi. Le 1<sup>er</sup> bataillon Para parvient également à rétablir l'ordre à Kinshasa où il organisa là aussi l'évacuation des réfugiés.

En effet, Plus d'un millier de para-commandos - aidés par des troupes françaises - sont dépêchés à partir du 24 septembre au Zaïre. Avec l'aide de C-130 belges et portugais ainsi que des avions français, ils organisent une vaste opération d'évacuation des ressortissants étrangers dans l'ensemble du Zaïre. Baptisée "Blue Beam" ("rayon bleu"), cette opération permet d'évacuer 4366 expatriés par la voie des airs et un millier par la route vers la Zambie. Les derniers paras belges quittèrent le Zaïre début novembre. Une nouvelle fois en janvier 1993. Après de nouveaux pillages limités à Kinshasa, le gouvernement belge

dépêche près de 600 militaires - principalement des para-commandos - à Brazzaville sous le nom de code de "**Sunny Winter**". Mais le Président Mobutu leur refuse l'accès au territoire zaïrois et les troupes belges se contentèrent d'accueillir les expatriés candidats au départ de l'autre côté du fleuve Zaïre. Les hommes sont rapatriés progressivement après une semaine de présence à Brazzaville, une centaine d'entr'eux demeurant sur place jusqu'en février à des fins dissuasives.

Excédés par le vent de la contestation née du printemps démocratique annoncé le 24 avril 1990, certains proches du Maréchal se distinguèrent par la répression de quelques personnes qui dérangeaient. Kinshasa et les grands centres urbains du pays vont vivre entre 1992 et 1997 une très sombre période de terreur urbaine avec le phénomène «**hiboux**», perpétrée par les éléments de la DSP et de la GACI, sous l'œil bienveillant des éminents conseillers en sécurité de Mobutu. Le massacre des chrétiens du 16 février 1992, les plasticages des imprimeries du journal ELIMA d'ESSOLOMWA N'KOY et des installations de la société SOFRIZAL appartenant à Mr KAZUMBA, des enlèvements des opposants et autres assassinats politiques sont à mettre sur le compte de ce terrorisme institué par certains officiers supérieurs des unités susmentionnées. Cela avec corollaire de renforcer l'image collective négative qui faisait des FAZ une armée d'oppression du peuple; et non de défense du pays et de la protection de la population contre l'agression extérieure : **intraversion** !

#### 5.4.4.2 Entre temps, le reste des FAZ poursuit inexorablement sa descente aux enfers, faute de capacité de feu

Rappelons que la structure de l'armée changeait régulièrement durant le long règne de Mobutu, alors qu'en Juillet 1975, selon IISS Balance Military, les FAZ étaient composées de 14 bataillons d'infanterie, 7 gardes bataillons et 7 autres bataillons d'infanterie diversement désignées comme «parachutiste» ou «commando». Il y avait aussi 1 unité de véhicules blindés, 1 bataillon d'infanterie mécanisée et 1 bataillon de chars dans la dernière période de règne de Mobutu. Sur le plan organisationnel, l'armée était composée de 7 unités de brigade et d'une division de "parachutistes". Ces fréquents changements causeront une réduction **de 25%** de la capacité d'action des FAZ. Par ailleurs, les alliés du Zaïre ont fourni durant la même période une importante assistance technique militaire en matériel, ainsi qu'en experts et conseillers (belges, français, américains...) en vue de la reconstruction et du recyclage de l'armée. Des instructeurs militaires français, belges, chinois, coréens, israéliens, américains, allemands, égyptiens, etc s'adonnèrent à la formation et au

training des soldats d'unités d'élite des FAZ. Par ailleurs, les soldats des unités ordinaires de première ligne, qui composaient le gros des troupes, demeurèrent mal entraînés dépourvus de tout: ni armes, ni uniformes, ni rations alimentaires, ni fournitures médicales et, par-dessus tout, ni leadership et donc ni moral et ni **motivation**<sup>4</sup>. Les conditions de vie déplorables de ces soldats étaient à la base des désertions dans les années 1980. L'armée et la gendarmerie étaient toujours contrôlées par le régime.

Pendant ce temps, la DSP, qui avait la vocation d'une armée de terre, supplanta la Force terrestre par son équipement et par les moyens financiers mis à sa disposition. Quelques unités comme la 31<sup>ème</sup> Brigade parachutiste et la 4<sup>ème</sup> Brigade commando fonctionnaient encore grâce respectivement à la coopération militaire française et chinoise. Au terme de cette coopération, les unités furent totalement abandonnées à elles-mêmes. **La DSP** (comme c'est le cas aujourd'hui avec la Garde républicaine: ex-GSSP) apparaissait ainsi comme la «**seule armée**» capable de **jouer son rôle: protéger le Président** de la République et **son régime** (intraversion). Cependant, le Général NZIMBI et ses collaborateurs se détournèrent de leur «mission» et utilisèrent cet instrument d'oppression à leur propre compte, encore une nouvelle intraversion et perversion du rôle de l'armée. Le trafic d'armes de guerre vers l'Angola devint l'activité principale. Les attestations de destination finale furent signées sans vergogne pour faciliter ces opérations illicites. **Toutes les armes** supposées rester dans **l'arsenal de la DSP** la créditaient d'une **puissance de feu imaginaire**.

Par ailleurs, du fait de la tribalisation de l'armée, un conflit de compétence était donc inévitable entre le Chef d'état-major général censé coordonner toutes les actions de l'Armée et le Commandant de la DSP, neveu du Commandant suprême. Il faut signaler que sur les **10 chefs EMG** nommés sous **le Régime Mobutu, 8 ont été originaires de l'Équateur**. Cette «guerre» entre le Chef d'état-major général et Commandant DSP se menait également entre les originaires de l'Équateur eux-mêmes, après avoir écarté et neutralisé les militaires issus d'autres régions. C'est le cas par exemple du Général MAHELE, alors Chef EMG, qui voulait un jour se rendre au Centre d'instruction de Kibomango pour inspecter les armes qui y étaient stockées. Le Général NZIMBI lui en avait refusé l'accès. Le Général MAHELE, avec ses collaborateurs, alors qu'ils étaient déjà à quelques mètres du Centre, furent obligés de rebrousser chemin. Der fil en aiguille, ce **conflit** au niveau **professionnel se transposa** au niveau **personnel et tribal**. Les militaires Ngbandis se rangèrent derrière les généraux Nzimbi et Bolozi, les Mbuza derrière Mahele, parfois derrière Eluki et les Ngwaka derrière Soma.



De g. à dr :les généraux Bolozi, Baramoto, Mavua, Eluki et Nzimbi lors d'une parade militaire. (Photo: Congovision)

Au mois de mars 1997, alors que la rébellion avait déjà occupé une grande partie du territoire national, le Général Nzimbi continuait de privilégier son trafic d'armes: *une cargaison importante d'armes et munitions était arrivée à la gare ferroviaire de Kinshasa en provenance de Matadi (port maritime international). Le chef d'état-major général des FAZ, le général MAHELE envoya des militaires pour récupérer cette cargaison. Le Général Nzimbi, qui avait commandé les armes, l'avait devancé en envoyant ses « gorilles » pour protéger «sa marchandise».* Un autre

---

<sup>4</sup> Dans l'équation stratégique: **SECURITE** = (EFFICACITE + ANTICIPATION + DISCIPLINE) X **MOTIVATION**, **la MOTIVATION** reste un **coefficient essentiel**, s'il tend vers 0, le produit ou la **sécurité** sera **nulle**, notamment devant un danger imminent. C'est le cas des FAZ **démotivés**, indisciplinés et inefficaces devant l'AFDL. Selon cette même formule, EFFICACITE= avoir des hommes capables de défendre le pays et prêts à utiliser les tactiques et techniques de défense et de protection appropriées – ANTICIPATION = permet de devancer la menace adverse; il faut un bon **renseignement** et une évaluation constante des facteurs de risque – DISCIPLINE = principe doctrinal de base au cœur de l'art militaire. Jamais une armée indisciplinée n'a gagné une guerre.



témoin de cette affaire déclara à son tour: «*Je fus alerté par un ami de la sécurité civile présent sur les lieux qui craignait un affrontement entre militaires. Le Ministre de la Défense trancha en faveur du Général Nzimbi*». (Général Ilunga Shamanga)

Les officiers de la DSP, qui n'avaient des comptes à rendre à personne, se spécialisèrent dans les atteintes à la propriété privée (**Perversion quand tu tiens les FAZ!**). C'est ainsi, par exemple, qu'un lieutenant de la DSP avait extorqué sous menace armée la voiture du Colonel Magistrat Basolo, Conseiller Juridique à l'État-major particulier du Chef de l'État. Le Colonel reconnut le délinquant à bord de sa voiture et en informa le Général Nzimbi. Non seulement aucune sanction ne fut prise à l'égard du délinquant mais aussi la voiture ne fut jamais récupérée. Le Camp Tshatshi était devenu un vaste parking de voitures volées avec l'assentiment tacite de son commandant.

«*Un colonel de la même unité avait arrêté un agent de l'Union Zaïroise des Banques (UZB) au pied d'un avion en partance pour Bruxelles. Cet agent avait dans sa mallette une somme de 400 000 \$US, transfert de l'UZB à la Banque Bruxelles Lambert (BBL). Le Colonel avait estimé que l'opération était « illicite*». Malgré les circulaires du Gouverneur de la Banque centrale autorisant ce genre de transfert, le colonel refusa de remettre son butin. La haute direction de la Banque tenta de contacter le Général Nzimbi mais en vain. Le témoin déclara : «*Je fus alors contacté par le Directeur général-adjoint de la Banque, M. Myande. Je le mis en contact avec le Général Baramoto qui intercèda auprès du Général Nzimbi : la somme de 200 000 \$US seulement fut enfin remise à la Banque. Une action en justice resta sans effet*». Comme on peut le constater, la DSP était devenue un instrument d'enrichissement personnel reléguant ainsi l'art de la guerre au second plan. Le Général NZIMBI ne se privait pas d'exhiber certains «shows» (démonstrations) militaires à la télévision et d'aligner des armes lourdes au cours des défilés militaires. Cela, pour donner l'impression que son unité était organisée, puissamment armée et disposait d'une puissance de feu redoutable dans le but de dissuader toute velléité d'atteinte à l'intégrité physique du Maréchal. Alors qu'il n'en était rien en réalité. C'est aussi le cas par exemple du général Eluki Monga Ahundu, originaire de Bumba à l'Équateur. Plusieurs fois Chef d'état major des FAZ sous Mobutu. Un témoin raconte qu'il aurait vendu une bonne partie des propriétés immobilières des FAZ situées sur l'Avenue du Haut Commandement et les environs.

#### 5.4.4.3 Une armée fantôme

En 1993, selon la Bibliothèque américaine du Congrès Country Studies, les FAZ comportaient 25.000 militaires de la Force Terrestre constituée d'une division d'infanterie (avec 3 brigades d'infanterie), 1 brigade de parachutistes (avec 3 bataillons de parachutistes et un bataillon de soutien), 1 Unité Brigade spéciale (commandos/contre-insurrection) : la Division Spéciale Présidentielle, 1 brigade blindée indépendante et de deux brigades d'infanterie indépendantes (chacune avec 3 bataillons d'infanterie et 1 bataillon d'appui). Ces unités ont été déployées sur l'ensemble du territoire national, avec les principales concentrations (près de la moitié de l'effectif des fantassins) dans la riche région minière du Shaba (Katanga). La Division Kamanyola, composée de 3 brigades d'infanterie opérait dans l'ouest du Shaba: la 21<sup>ème</sup> Brigade d'infanterie était casernée à Lubumbashi, la 13<sup>ème</sup> Brigade d'infanterie a été déployée dans l'Est du Shaba, et au moins un bataillon de la 3<sup>ème</sup> Brigade aéroportée était stationnée à Kamina et la 1<sup>ère</sup> Brigade blindée était casernée à Mbanza-Ngungu (située à environ à 120Km au sud-ouest de Kinshasa dans le Bas-Congo). Enfin, la 41<sup>ème</sup> Brigade Commando, entraînée par les chinois, était basée à Kisangani.

Durant les années 1990, les unités d'élite étaient la **DSP**, la **31<sup>ème</sup> Brigade parachutiste** (bérets rouges) du camp CETA, le **Bataillon commando** (bérets verts), la **Division Kamanyola**, les fantassins et la Garde civile. Ainsi, Mobutu redéployera ses unités d'élite à travers tout le pays. **La Division Kamanyola**, considérée à l'époque, par le Président lui-même, comme étant la meilleure unité de l'armée de par sa formation, sera affectée en permanence au Shaba. Le gros des troupes armées étaient concentré aux environs de Kinshasa: La 31<sup>ème</sup> Brigade aéroportée, «les bérets rouges», était stationnée dans le centre d'entraînement des troupes aéroportées, CETA, à proximité de l'aéroport N'Djili, dans la périphérie de la capitale. La DSP était cantonnée une partie au camp Tshatshi et une autre dans le domaine présidentiel de Kibomango où une formation de 18 mois suffisait pour devenir officier, contrairement aux officiers de l'EFO/ Kananga qui suivaient une formation de trois ans et ceux de l'ERM (Belgique), c'est le cas par exemple de l'auteur du présent document, qui suivaient une formation à la fois militaire et académique de 5 ans. Le Bataillon commando occupait les centres de formation de Kotakoli dans la province de l'Équateur, de Rumangabo au Nord-Kivu et de Kisangani. Les ordres et instructions n'émanaient que du Président de la République. La Garde civile était casernée au centre de formation de Kibomango. Les fantassins étaient cantonnés au centre de formation des troupes blindées de Mbanza-Ngungu dans le Bas-Congo.

Estimer les effectifs des FAZ en 1996 est une chose quasi impossible. Les statistiques officielles existantes étaient gonflées: les **soldes des fictifs** ont toujours été une source importante de revenus pour les haut gradés. Ces statistiques n'ont d'ailleurs jamais été tenues à jour à cause des affectations anarchiques des militaires (comme d'un bon nombre de «déserteurs» d'autres unités dans la gendarmerie), et à cause de leur «mise en disposition» prolongée auprès des forces terrestres en attendant une mutation souvent hypothétique. Une enquête interne est arrivée à un chiffre approximatif de **77.000** membres pour toutes les unités. Les gros morceaux en termes quantitatifs sont les forces terrestres (estimées à **28.000**) et la gendarmerie (estimée à **25.000**). Ces unités étaient encore handicapées par le manque de cadres subalternes compétents (on préférait créer des hauts gradés pour des raisons de clientélisme et népotisme. Une pratique perverse devenue la règle actuellement au sein des FARDC), le manque de personnel qualifié pour le maniement des armes et des gadgets technologiques prestigieux, et le manque de soutien logistique. Cette liste superficiellement impressionnant des troupes surestimait la capacité réelle des forces armées à **l'époque**. En dehors des formations privilégiés telles que celles de la DSP et la 31<sup>ème</sup> Brigade aéroportée, la plupart des unités ont été mal formées, sous-équipées et sous entraînées; mal entretenues et sous-rémunérées qu'elles ont régulièrement eu recours à des pillages ainsi qu'à l'extorsion des biens des populations civiles. Une mentalité qui perdure à ce jour, même au sein des FARDC. **Les capacités opérationnelles des FAZ** étaient progressivement **compromises** par la **politisation, la privatisation, la tribalisation, la division et les purges** des suspects ou des groupes d'officiers suspectés déloyaux au sein de l'armée afin de permettre à Mobutu de diviser pour régner. Tout cela s'est produit dans un contexte de la détérioration croissante des structures de l'Etat sous le régime kleptocratique de Mobutu.

Les équipements leur faisaient également défaut : **après le désarmement de l'armée suite aux pillages de 1991 et de 1993 (introversion)**, il ne leur restait en majorité que du matériel vétuste et déclassé (comme les munitions qui dataient, selon des sources militaires, d'il y a 15 ans; comme la brigade blindée de Mbanza-Ngungu qui ne consistait en réalité qu'en du matériel désaffecté, faute d'entretien et de carburant - le personnel «humain» de cette brigade ayant presque totalement quitté les lieux). Afin de remédier- en catastrophe - à cette situation, on s'est remis à l'achat des nouveaux équipements, mais on n'échappait pas aux anciennes pratiques: un don koweïtien de **55 millions de dollars** aurait été utilisé par Seti Yale, proche et richissime conseiller du président Mobutu, pour l'achat d'un matériel défectueux, après «prélèvements». **Le budget militaire même n'était**, au courant des dernières années, **guère impressionnant** (en 1995, 2.9% environ du PNB) et après «**cannibalisation**», il ne pouvait plus en rester grand chose. Les contributions à l'«*effort de guerre*» introduites par le gouvernement Kengo n'ont évidemment pas pu redresser la barre et n'étaient qu'une occasion de plus pour une «taxation informelle» devant abusivement alimenter tout détenteur d'une fraction de pouvoir public. Il n'y a par ailleurs très peu d'informations sur l'utilisation réelle faite de cet «effort de guerre» ainsi que de leurs futures affectations.

#### 5.4.4.4 Le cas du Corps logistique

Le **Corps logistique** de l'armée avait pour mission de fournir un **soutien logistique à la conduite directe et indirecte des opérations, de maintenance et de stock des matériels des FAZ**. Mais à cause de l'absence d'entretien, de maintenance et de logistique, du manque de financement, de sous équipement et des détournements, et une formation insuffisante, le Corps Logistique était sous-équipé et incapable de bien accomplir correctement ses missions. Un autre facteur plus important qui affecta négativement l'entretien et la maintenance du matériel militaire, et qui a considérablement affaibli les FAZ, fut la paie irrégulière des soldes de soldats, dont les montants étaient insignifiants. Cela porta par conséquent un coup fatal à leur **motivation**. Ces militaires mal payés devaient alors se livrer au vol et à la vente des pièces de rechange et des équipements de base pour compléter leurs maigres salaires. Ce qui, outre le manque de motivation, de formation et d'encadrement, contribua à **l'effondrement** progressif de la **capacité militaire des FAZ**; car des militaires étant devenus des laissés-pour-compte. Lorsqu'ils ne purent voler les pièces de rechange ou le matériel d'entretien, ces soldats du Corps Logistique passaient la majeure partie de leurs journées de travail à la recherche des activités lucratives alternatives extramilitaires pour arrondir les fins de mois. Les équipes de maintenance de la coopération américaine au Zaïre ont trouvé que la seule façon de motiver les agents du Corps Logistique à travailler au moins une demi-journée de travail était de leur offrir un repas gratuit.

Les auteurs de la Library of Congress Country Study sur le Zaïre en 1992-93 ont avancé que: «l'état d'entretien des équipements et l'inventaire ont souvent varié en fonction de la priorité d'une unité et la présence ou l'absence des conseillers et des techniciens étrangers. Une partie considérable d'équipements militaires n'était plus opérationnelle, principalement en raison de la pénurie de pièces de rechange, un mauvais entretien, et le vol. Par exemple, **les chars de la 1<sup>ère</sup> Brigade blindée** ont souvent un taux de **non-opérationnalité** d'environ **70 à 80%**. Après une visite d'une équipe technique Chinoise en 1985, la plupart des réservoirs de carburant étaient exploités, mais cela n'a pas duré longtemps

après le départ de l'équipe visiteuse. Plusieurs facteurs aggravèrent la maintenance dans les unités zaïroises. Le personnel de maintenance n'avait souvent pas la formation requise pour l'entretien des équipements militaires modernes. En outre, la grande variété d'équipements militaires ainsi que le nombre considérable de pièces de rechange indisponibles nécessaires pour maintenir cet encombrant réseau logistique rendaient cette tâche d'entretien onéreuse».

## 5.5 Conclusion (FAZ)

Comme pour la plupart des forces armées africaines, les FAZ ont reproduit les tares héritées de sa grand-mère, la force publique coloniale. C'est-à-dire, une armée caractérisée par l'intraversion de ses missions tournées à l'intérieur du pays et contre sa population plutôt que la défense des frontières contre l'agresseur étranger. L'intraversion au service d'une puissance extérieure a toutefois cédé la place à l'intraversion et la perversion aux fins d'assurer le maintien ad vitam aeternam d'un dictateur au pouvoir. Ce qui a dénaturé sa structure et son fonctionnement qui normalement, au lieu de se structurer en pyramide, s'est anarchiquement construite sous-forme **métastasée** (puisque le titre de ce document parle de l'*anatomie*) d'une cohorte de milices armées ou para-militaires évoluant comme « *une roue tournant autour de son axe: le président* ». (L'expression est de Crawford Young, *The Rise and Decline of the Zairean State*, Madison, Wisconsin, 1985, p.266.) ; ou suivant le principe de "*diviser pour mieux régner*", où chaque unité n'obéissait qu'à son chef. Ainsi, l'unité et la capacité opérationnelles des FAZ étaient délibérément morcelées, par conséquent diminuées.

Cette totalité fonctionnait au rythme bien orchestré des cloisonnements, divisions et des rivalités internes. Ces rivalités savamment entretenues ont produit un système de renseignement intérieur hautement performant, grâce au jeu des délations et des surveillances mutuelles. Tout comme pour l'Etat, la structure formelle de l'armée ne correspondait pas à la réalité du pouvoir: elle fonctionnait selon une structure virtuelle et parallèle directement responsable devant le président. Ainsi, un adjudant de la Présidence pouvait être plus puissant qu'un général dans la hiérarchie formelle. Le général Mukobo en connaît bien d'anecdotes.

Le centre absolu de commandement se trouvait ainsi concentré entre les mains du président dont une absence prolongée du pays rendait l'armée, dans des circonstances normales, inopérante. A cela s'ajoutent un ensemble d'autres perversions comme l'affairisation, le népotisme, la tribalisation de l'armée; ainsi que d'autres maux et vices qui finirent par affaiblir l'armée et l'emporter à l'image des affaiblissements et neutralisations ayant émaillé son fonctionnement interne. L'affaiblissement de l'armée était poussé au point que tout acte d'émulation était devenu attentatoire à la sécurité du chef de l'Etat. C'est le cas du colonel KASONGO de la DSP (qui vit à Liège en Belgique). Un artilleur qui excellait par des tirs d'artillerie ou de mortiers pouvant atteindre des cibles statiques ou mobiles avec une précision chirurgicale. Il fut écarté de l'armée au simple motif qu'il constituait une menace grave contre la vie du chef de l'Etat du fait de ses précisions quasi automatiques et sans failles aux tirs!

Par ailleurs, il est impressionnant de réaliser que **Mobutu** a reçu des Etats-Unis «**plus d'un milliard de dollars** en aide civile et **militaire** » au cours des trois décennies qui ont marqué son règne. Dans un ouvrage intitulé « *Mobutu or chaos?*, University Press of America, May 22, 1991, 126p), co-publié en collaboration avec le Foreign Policy Research Institute, les auteurs abordent la question épineuse de savoir comment les Etats-Unis ont traité avec un régime autoritaire pro-américain qui a constitué un des principaux axes de la politique étrangère américaine d'après la deuxième guerre mondiale. Je recommande particulièrement ce livre à tous ceux qui s'intéressent aux questions relatives à la «doctrine» géostratégique africaine des Etats-Unis. Cet ouvrage illustrant un aspect de fonctionnement général de la politique étrangère américaine, décrit les relations dites « *privilégiée et stratégiques* » entretenues par le Département d'Etat et les différents locataires de la Maison Blanche avec Mobutu. Des relations débutées depuis le début des années 1960, lorsque le soutien pour le dictateur a été justifié par des objectifs stratégiques plus élevés, imposant même à la première puissance mondiale de se résigner face aux atrocités commises par ce régime, jusqu'au moment où la dégénérescence de ce régime dans l'incompétence et la brutalité sévère et inhumaine souleva de nouvelles questions à la fois éthiques et pragmatiques à la justification du maintien de ces relations.

Outre le Zaïre en Afrique, seule l'Egypte sous MOUBARAK a bénéficié jusqu'il y a peu et pour des raisons géostratégiques propres aux intérêts américains au Proche-Orient, des relations similaires avec le Département d'Etat américain et toutes les administrations qui se sont succédé à Washington. Mais cela n'a pas empêché les Etats-Unis (ou les occidentaux) de lâcher leurs valets lorsqu'ils ont estimé que ces derniers n'étaient plus en mesure de constituer une valeur ajoutée devant garantir leurs **nouveaux intérêts stratégiques** dans leurs sous-régions géopolitiques respectives. Les chutes de Mobutu et de Moubarak devraient donner matière à réflexion à la nouvelle génération de dirigeants politiques africains; particulièrement à **Paul KAGAME** dont

la période de lune de miel ou d'état de grâce avec ses maîtres anglosaxons semble peu à peu consommé<sup>5</sup>. Les mêmes causes produisant souvent les mêmes effets dit-on. (JJ Wondo)

Dans un registre purement militaire, l'épisode du «**Feuilleton FAZ**» se terminera à la mesure et à l'image **kafkaïenne des scènes de cruauté et de surréalisme politico-militaire qui ont émaillé et marqué de leurs empreintes son parcours**: trahisons, complots, assassinats, intrigues, règlements de comptes, cabales, luttes de pouvoir et d'influence...

Je suis personnellement ébouriffé de constater qu'un personnage ayant été le porte-étendard du Régime Mobutu dans le domaine militaire depuis l'affaire Kalume en 1978, ait traversé le temps et les turbulences, surmontant les monts et obstacles jusqu'à se retrouver encore présent et très puissant aux obsèques du « système Mobutu » en mai 1997 en qualité de tout dernier **omnipotent Premier ministre du maréchal** déchu lors de l'entrée des kadogos de l'AFDL dans la capitale kinoise. Un secret de longévité que l'intéressé aura un jour le sursaut d'orgueil patriotique de nous révéler dans ses mémoires pour l'édification des générations futures afin que tout ceci n'arrive plus jamais !

Malheureusement, il semble que cette leçon des FAZ ne semble pas encore comprise et assimilée par les nouveaux maîtres de Kinshasa venus des hauts plateaux de Masisi, à moins que cela s'agisse purement de manque délibéré de volonté politique. Une « **dé-FAZ-ation** » du fonctionnement de nos armées s'impose aujourd'hui plus qu'hier. Sinon, la RDC court le grand risque de liquider son avenir comme on a sacrifié son passé. C'est ce que nous tenterons de voir dans les prochains envois.

**Jean-Jacques WONDO OMANYUNDU**  
**Analyste politique freelance.**

---

**5 Est-ce la fin de l'état de grâce pour le Rwandais Paul Kagame?** Ainsi titrait le journal Le Potentiel du 27 août 2010 en rapport avec le projet de rapport rendu public en septembre 2010 par le Haut Commissariat des Nations-Unies aux droits de l'homme (HCDH). La lecture de ce document indique que le régime de Kigali pourrait répondre devant la justice internationale des actes commis par ses troupes en RDC entre 1996 et 2003. Actes que l'ONU assimile aux crimes de guerre, crimes contre l'humanité et au génocide. Ce rapport a l'avantage de **changer la donne dans la région des Grands Lacs**, dominée pendant longtemps par le spectre de la **victimisation des Tutsi** par leurs frères Hutu. Le HCDH ne bronche pas sur les faits. Sans détours, il conclut qu'il y a bel et bien génocide sur les Tutsi autant il y en a eu sur les Hutu. Et le potentiel de conclure: Il s'ensuit que **le règne des hommes forts dans les Grands Lacs touche à sa fin** et que l'on ne devrait plus se leurrer sur l'aboutissement du processus démocratique, de la promotion des droits de l'homme et de l'instauration de l'Etat de droit. **Le glas a sonné pour l'état de grâce jusque-là reconnu à Paul Kagame mais également à tous les faiseurs de guerres et auteurs ou co-auteurs de divers crimes** décrits dans le **rapport coupe-gorge** du HCDH. Les élections présidentielles rwandaises et les réactions de la communauté internationale, généralement conciliantes envers Kagame, corroborent également cette hypothèse. A ce propos, l'analyste politique rwandais J.C. Ngabonziza écrit ceci : « Sur le plan diplomatique, les cas de violence et les arrestations survenus ont suscité de **vives préoccupations** à **Londres**, à **Washington** tout comme à **Ottawa**. Cela se remarque à travers les communiqués officiels émis avant et après ces élections. Il est permis d'envisager, que **les élections de 2010 marquent la fin de la période de grâce jusqu'alors concédée au Rwanda**, en raison de son **passé tragique**. Sur la scène internationale, **ce pays sera de plus en plus talonné**, en fonction de la **gestion de ses problèmes internes**. En revanche, **il sera de moins en moins toléré en raison du génocide des Tutsi de 1994**, qui poussait jusqu'alors ses **principaux partenaires à adoucir leur ton**. A l'heure du progrès des moyens de communication, le **Rwanda reste plus que jamais sous surveillance**. Dans cette optique, la **position de l'administration Obama** est suffisamment évocatrice. A l'issue des élections rwandaises, le communiqué de la Maison Blanche a rappelé que « **la démocratie est plus que la tenue des élections ... qu'elle reflète la volonté du peuple, où les voix minoritaires sont écoutées et respectées, où les candidats de l'opposition participent à la course électorale, sans menace ou intimidation, où la liberté d'expression et de la presse est protégée** ». D'autre part, la nouvelle dissidence créée au sein du FPR et menée par Faustin Kayumba Nyamwasa, co-fondateur du FPR accusé par le gouvernement rwandais d'avoir commandité des attentats à la grenade ayant causé deux morts et une vingtaine de blessés à Kigali du 20 février au 11 août 2010, jour de la réélection de Paul Kagame à la présidence de la république, est un autre signe (indien ?) qui ne trompe pas. Surtout et par analogie, lorsqu'on constate que Mobutu, pour une affaire de « massacres au campus de Lubumbashi » plus anodine que les dégâts causés par les procès de 1975 et 1978 l'ont conduit presque sept années après à sa chute. Toutes les indications géostratégiques convergent pour croire en une possible **reconfiguration géopolitique**, à moyen terme tout au plus, des **équilibres et du leadership** dans la région des Grands-Lacs. Dans l'espoir que la classe politico-militaire congolaise en soit consciente, en comprenne les enjeux à venir et mette en place une vision pragmatique, une stratégie orientée et des actions pour en faire profiter la RDC. Cependant, malheur aux dirigeants actuels qui, par obstination ou par obnubilation, ne sauront reconverter ou aligner leurs actions politiques, comme ne le firent Mobutu ni Moubarak, au regard des signes des temps ! (JJ Wondo)



Le général Likulia aux côtés de Mobutu



La tragique fin d'un des plus sombres épisodes politico-militaires de l'Histoire d'Afrique.

<b>Forces terrestres - Ordre de Bataille, 1988 - Source CIA</b>			
Formation	Stationnement	Taille	Capacités
Division Spéciale Présidentielle	Kinshasa	<b>5200</b>	5 bataillons, "prêts au combat"
Division Kamanyola	Shaba	<b>4100</b>	14ème Brigade : formation en vue de combat imminent : préavis zéro
31ème Brigade Parachute	Kinshasa/Kamina	<b>3800</b>	Degré élevé de préparation au combat
32ème Brigade Parachute	Kinshasa	<b>1000</b>	En formation pour être déployée à Kitona
1ère Brigade Blindée	Mbanza-Ngungu	<b>1300</b>	Seulement 30 des 100 Chars de type Apx étaient opérationnels
41ème Brigade Commando	Kisangani	<b>1200</b>	Trois bataillons déployés le long des frontières Est
13ème Brigade d'Infanterie	Kalemie	<b>1500</b>	L'une des unités de la force terrestre les plus négligées
21ème Brigade d'Infanterie	A proximité de Lubumbashi	<b>1700</b>	Faible capacité de combat
22ème Brigade d'Infanterie légère	Base de Kamina	<b>2500</b>	Rôle indéfini

#### **A SUIVRE DANS LA V<sup>ème</sup> PARTIE :**

- 6. Les raisons de la guerre de l'AFDL et l'effondrement des FAZ.**
- 7. LES FAC : Une armée infiltrée, noyauté et lobotomisée par le Rwanda**
- 8. LES FARDC : Un emplâtre sur la jambe de bois.**
- 8.1 Une Armée organisée en conglomérats de milices et déstructurée par sa haute hiérarchie politique et militaire